

Questions orales

Mme le Président: A l'ordre. Cette question me paraît très longue.

M. Riis: Madame le Président, je pose ma question à l'instant. Étant donné les propos du ministre chargé du Développement économique, le premier ministre ou le ministre d'État (Finances) acceptent-ils d'affirmer devant la Chambre que la conjoncture justifie l'adoption de mesures extraordinaires dès maintenant et non pas à l'automne de 1982?

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre d'État (Finances)): Madame le Président, si le député suit attentivement les activités du gouvernement, il se rendra compte que dans plusieurs secteurs des mesures importantes, qu'on devrait qualifier d'extraordinaires, ont été prises afin d'assurer soit l'ajustement de l'entreprise ou encore la relance dans certains secteurs industriels. Alors le député devrait se rendre compte que déjà on a en place dans les programmes gouvernementaux des mesures spéciales afin de permettre l'ajustement dans l'entreprise et la relance de l'économie.

* * *

[Traduction]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE D'UNE DÉLÉGATION DU CONGRÈS NATIONAL DU PEUPLE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Mme le Président: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que nous avons à la tribune une distinguée délégation chinoise dirigée par M. Xu Dixin, membre du Comité permanent du Congrès national du Peuple de la République populaire de Chine.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES ÎLES FALKLAND—LA RECONNAISSANCE DE LA SOUVERAINETÉ BRITANNIQUE

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, j'ai une question à poser au premier ministre au sujet de la crise des îles Falkland. Est-ce que le gouvernement canadien reconnaît la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland? Deuxièmement, le premier ministre pourrait-il nous dire quelles mesures le gouvernement a prises depuis le 2 avril pour aider le Royaume-Uni à repousser l'agression commise aux îles Falkland? Quelles mesures avons-nous prises, au-delà des pieuses manifestations d'appui? Quelles mesures concrètes avons-nous prises, qu'est-ce que nous pourrions envisager dans la très grave conjoncture actuelle?

● (1430)

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, ce n'est pas au Canada

qu'il appartient de trancher la question de la souveraineté sur les îles Falkland mais à un tribunal international—tribunal d'arbitrage, Cour internationale de Justice—ou à la suite de négociations entre les parties.

Ce qui préoccupe grandement le Canada comme d'autres pays respectueux de la paix, c'est que l'Argentine a voulu régler par la force des armes un différend territorial et que le Royaume-Uni a dû recourir à des mesures d'autodéfense pour reprendre ces îles. Telle est la position adoptée par le Canada. C'est dans cette optique que nous avons interdit l'exportation de matériel militaire à l'Argentine et que nous avons imposé à l'entrée au Canada des produits argentins des restrictions du même ordre que celles prises par le marché commun.

M. Crosbie: Madame le Président, le premier ministre ne considère pas la question comme assez importante pour y répondre. Permettez-moi de dire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures que ce qu'il a fait jusqu'ici est insuffisant. A ce qu'il semble, le gouvernement canadien ne reconnaît pas la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland. Voilà un aveu intéressant.

L'INTERDICTION DE TOUTE EXPORTATION À DESTINATION DE L'ARGENTINE

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, puis-je poser une question supplémentaire? Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit que jusqu'ici nous avons interdit les importations en provenance d'Argentine et l'exportation de matériel militaire à destination de ce pays. Le gouvernement voudrait-il aller plus loin et interdire toute exportation à destination de l'Argentine pendant cette période d'urgence pour faire ou exercer certaines pressions sur l'Argentine? Je pense en particulier aux 3,000 grappes de combustible nucléaire qui doivent être expédiées à ce pays d'ici le 30 juin. Le gouvernement a-t-il interdit l'exportation d'autres choses en Argentine ou escompte-t-il le faire?

Outre ces preuves de soutien qu'il vient de nous donner, le ministre pourrait-il nous dire quelles mesures le gouvernement britannique a demandé au gouvernement canadien de prendre et quelles initiatives ont été prises? Avons-nous en particulier l'intention d'interdire toute exportation à destination de l'Argentine d'ici que cette crise soit résolue?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, le député estime que sa question est suffisamment importante pour que ce soit le premier ministre qui y réponde, mais son chef de parti ne semble pas la trouver suffisamment importante pour la poser lui-même.

Nous avons pris à l'égard de l'Argentine des mesures identiques à celles qu'ont adoptées les membres de la Communauté européenne. Nous soutenons de la même façon le Royaume-Uni que nos autres alliés et que la plupart des autres pays du monde.